



Élections au Conseil d'administration de France Télévisions

La CGT vous remercie

Avec 29,84% des voix la CGT a confirmé sa place de premier syndicat de France Télévisions lors des élections au Conseil d'administration ce 28 janvier 2026, en dépit d'un contexte peu propice à un scrutin, juste après les élections professionnelles de novembre et décembre 2025 dans 4 établissements. On ne peut une fois de plus que regretter la trop faible participation (22,8% contre 24,5% en 2021).

Karine Baste, notre candidate, est réélue pour un mandat de 5 ans. A noter que seules la CGT et SUD avaient présenté une liste majoritairement féminine.

Karine Baste sera votre représentante dans cette instance, souvent considérée comme lointaine par les salariés, mais si importante pour notre avenir à toutes et tous, car c'est là que se prennent les grandes décisions stratégiques pour l'entreprise, en présence des représentants de l'État.

La CGT, présente sur tous les fronts pour défendre notre entreprise et ses salariés, est tout aussi combative au conseil d'administration, où nos élus ont toujours défendu nos convictions et nos principes, en faveur d'un service public puissant et pérenne : financement du service public, régionalisation, rayonnement des Outre-mer, lutte contre les fakes news et le complotisme, moyens internes de production et de fabrication, indépendance de l'information.

Nous engagerons dans les tous prochains jours une démarche d'échanges avec l'autre représentant élu au CA, François Beaudonnet de la liste CFDT-SNJ (27,84 %) et le secrétaire du CSE Central qui siège également au CA, afin de préparer au mieux la prochaine mandature qui sera marquée par des décisions sur des enjeux majeurs pour les salariés : budget, stratégie, accord collectif, restructuration de l'entreprise, etc.

Nous voyons aussi dans ce résultat la récompense d'un engagement constant et rigoureux de nos élu·e·s et représentant·e·s pour défendre les salarié·e·s dans un contexte très difficile pour toutes et tous.

La CGT remercie les salarié·e·s qui lui ont renouvelé leur confiance.

Paris, le 29 janvier 2026